

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 Troyes

Troyes, le 4 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Parc Eolien des Puyats

Pdl 1 Route D7 Zi06 Chemin de Plancy 10700 Champfleury

Références : -
Code AIOT : 0003013282

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement Parc Eolien des Puyats implanté Pdl 1 Route D7 Zi06 Chemin de Plancy 10700 Champfleury. L'inspection a été annoncée le 16/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale « Déchets de maintenance » qui consiste à s'assurer que les déchets générés par la maintenance des installations éoliennes sont traités dans des filières autorisées à cet effet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Parc Eolien des Puyats
- Pdl 1 Route D7 Zi06 Chemin de Plancy 10700 Champfleury
- Code AIOT : 0003013282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien des Puyats est composé de 8 éoliennes, numérotées E1 à E8, de 3,96MW de puissance unitaire et de 165m en bout de pale et de deux poste de livraison.

Ce parc éolien, autorisé par l'arrêté préfectoral du 23/07/2019, a été mis en service le 15 novembre 2021.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traitement des déchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-50	Sans objet
3	Traitement des déchets	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-7-1	Sans objet
4	Traitement des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société a connaissance de la gestion faite de ses déchets de maintenance préventive. Ces déchets sont stockés, transportés et traités conformément aux normes en vigueur.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est responsable de ses déchets, également lors des maintenances correctives, jusqu'à la réutilisation, la valorisation, le recyclage ou l'élimination de ceux-ci. Il doit veiller à ce que les entreprises intervenant dans le traitement de ses déchets soient autorisées pour les opérations qu'elles réalisent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : l'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. [...]
Constats : Le contrat de maintenance présenté par l'exploitant stipule que la maintenance, et en particulier la gestion des déchets, est gérée par Vestas, sans en enlever la responsabilité à l'exploitant. L'exploitant détaille les processus réalisés selon le type de maintenance effectuée. - Cas de la maintenance préventive : Lors de cette maintenance annuelle, un conteneur temporaire est placé au pied d'une éolienne afin de récupérer les déchets susceptibles d'être générés. Le conteneur est ensuite récupéré par une société de transport qui crée et remplit un Bordereau de Suivi de Déchets (BSD). L'exploitant a accès au compte TrackDéchet et suit les transmissions jusqu'au traitement du déchet. Par échantillonnage, l'inspection a consulté le BSD 20230320-DXJDC3BA4. La maintenance associée à ce BSD s'est déroulée du 8 au 28 décembre 2022 et le conteneur de déchets a été récupéré sur site par la société ORTEC le 23 mars 2023. Dans ce laps de temps, les déchets sont restés dans le conteneur sur site. L'exploitant le justifie par la disponibilité du transporteur. Les déchets sont ensuite réceptionnés le 24 mars 2023 et traités le 29 mars 2023 également par ORTEC. L'exploitant a présenté à l'inspection l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2021 autorisant la société ORTEC pour notamment le tri, transit, regroupement et traitement des déchets dangereux tels que ceux issus des maintenances. Par échantillonnage, l'inspection a consulté le BSD 20250219-VVFQNHMBM. La maintenance associée à ce BSD s'est déroulée du 5 au 27 décembre 2024 et le conteneur de déchets a été récupéré sur site par la société ONYX EST le 03 mars 2025. Dans ce laps de temps, les déchets sont restés dans le conteneur sur site. L'exploitant le justifie par la disponibilité du transporteur. Les déchets sont ensuite réceptionnés le 10 mars 2025 par la société RECYDIS. Les déchets sont ensuite envoyés le 11 mars 2025 pour traitement à la société REMONDIS. L'exploitant a présenté à l'inspection l'arrêté préfectoral du 2 février 2000 ainsi que l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juin 2014 autorisant la société RECYDIS pour son activité de collecte, tri et regroupement de déchets dangereux tels que ceux issus des maintenances. Une attestation de la société RECYDIS indique qu'elle regroupe les déchets pour les « <i>massifier avec des flux similaires, puis de les envoyer vers des centres de traitement agréés</i> » et dans ce cas vers la société REMONDIS. Le suivi du déchet s'arrête donc à cette étape pour l'exploitant. Il y a une rupture de traçabilité pour ce déchet. L'exploitant a envoyé, suite à l'inspection, l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mars 2013 autorisant la société REMONDIS à exploiter, entre autres, un centre de transit, de regroupement et de traitement des déchets dangereux et non dangereux. - Cas de la maintenance corrective : Lors de cette maintenance ponctuelle, les techniciens de maintenance récupèrent les déchets susceptibles d'avoir été produits à la base de maintenance dans laquelle ils sont mélangés à d'autres déchets du même type. Des Bordereaux de Suivis de Déchets sont ensuite émis au nom de Vestas et l'exploitant n'a pas de suivi de ses déchets. L'exploitant n'est pas en mesure, à ce jour, de justifier de l'autorisation de la base de maintenance Vestas à stocker, regrouper ou traiter les déchets générés suite aux maintenances. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est responsable de ses déchets jusqu'à la réutilisation, la valorisation, le recyclage ou l'élimination de ceux-ci. Il doit veiller à ce que les entreprises

<p>intervenant dans le traitement de ses déchets soient autorisées pour les opérations qu'elles réalisent et un BSD doit être émis au nom de l'exploitant pour chaque déchets issus de son parc éolien.</p> <p>L'exploitant n'exerce pas de surveillance du prestataire lors des maintenances mais contrôle le rapport qui est émis à la fin de chaque maintenance, se rend régulièrement sur site et réalise des audits.</p> <p>L'exploitant indique s'être déjà rendu sur la base de maintenance de Vestas pour une visite des installations et des conditions de stockage. Une zone est aménagée et les déchets, stockés dans des geobox, regroupent des déchets de plusieurs maintenances de parcs éoliens différents. Les déchets concernent notamment des chiffons souillés et des appareils électriques. Aucun rapport n'a été rédigé suite à cette visite, aucun élément n'ayant soulevé de remarques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les installations utilisées entre la production et la prise en charge des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il présentera dans un délai de deux mois les dispositions qu'il prendra à cet égard.</p> <p>L'exploitant présentera les informations justifiant de la régularité de la prise en charge des déchets de maintenances correctives.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Traitement des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-50</p>
<p>Thème(s) : Autre, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Les personnes qui souhaitent exercer une activité de collecte ou de transport de déchets doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, ou leur domicile, s'il s'agit d'une personne physique.</p> <p>1° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux définis à l'article R. 541-8 ;</p> <p>2° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,5 tonne par chargement de déchets non dangereux.</p> <p>[...]</p> <p>II.-Sont exemptés de cette obligation de déclaration :</p> <p>[...]</p> <p>6° Les exploitants des installations visées à l'article L. 511-1 soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration et relevant de la rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les entreprises intervenant dans la collecte et le transport des déchets des maintenances préventives sont ORTEC, ONYX EST et RECYDIS.</p> <p>L'agrément du 11 mai 2018 et son renouvellement du 21 mars 2023 de la société ORTEC à transporter des déchets dangereux et non dangereux ont été présentés à l'inspection.</p> <p>L'agrément du 17 juin 2021 de la société ONYX EST à transporter des déchets dangereux et non dangereux a été présenté à l'inspection.</p> <p>L'agrément du 6 août 2020 de la société RECYDIS à transporter des déchets dangereux et non dangereux a été transmis à l'inspection.</p>

Pour les maintenances correctives, le transport des déchets est réalisé par Vestas. L'exploitant n'est pas en mesure, à ce jour, de justifier de l'agrément à transporter des déchets dangereux et non dangereux de Vestas.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-7-1
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles.</p>
<p>Constats :</p> <p>La caractérisation des déchets s'effectue par le courtier ou le transporteur lors de la création des bordereaux de suivi de déchets dans TrackDéchets pour ce qui est de la maintenance préventive. L'exploitant a accès au compte TrackDéchet et suit les transmissions jusqu'au traitement du déchet.</p> <p>Concernant les maintenances correctives, l'exploitant n'a pas connaissance des déchets produits et de leurs caractérisations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, [...] tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre des Bordereaux de Suivi de Déchets émis lors des maintenances préventives. Ce registre contient des informations sur la caractérisation du déchet et sa quantité, sur l'installation de transport et celle de destination ainsi que les dates de réception et de traitement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite